



## L'ÉNUMÉRATION PARTICIPATIVE ET L'ENQUÊTE PAR SONDAGE

Informations sur les ménages au niveau de l'établissement pour une prise de décision éclairée

### QUOI ?

Dans les établissements informels des zones urbaines, les données et les informations socio-économiques relatives aux établissements individuels des bidonvilles font souvent l'objet de contestations de la part de divers acteurs. Les mécanismes de collecte de données au niveau des établissements comprennent les approches suivantes :

Approche	Activités	Participation (possible)
1. Enquêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Profilage des établissements : Se concentrer sur la collecte d'informations sur les résidents, les problèmes fonciers, les services disponibles/non disponibles, les occupations des résidents et leur relation avec l'emplacement et documenter les limites de l'établissement.</li> <li>▪ Il peut fournir des cartes communautaires grossières et utiliser le GPS pour marquer les structures et les limites de l'établissement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organisations communautaires</li> <li>▪ Comités de résidents</li> </ul>
2. Dénombrement des ménages <i>(elle a lieu lorsqu'un établissement particulier est prêt à entreprendre l'amélioration des bidonvilles ou la réinstallation)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Numérotation des maisons/structures : les structures sont numérotées pour indiquer celles qui doivent être recensées et correspondre aux données collectées.</li> <li>▪ Le dénombrement : Les données sur les ménages et les résidents sont collectées <i>Les données à collecter doivent être cohérentes entre le numéro de la structure, les coordonnées du chef de famille, etc.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Habitants des bidonvilles</li> <li>▪ Comités de résidents</li> <li>▪ CBOs/NGOs</li> </ul>

L'**énumération** implique la collecte de données (données relatives au ménage) et d'informations auprès de chaque ménage individuel dans une zone sélectionnée, tandis que l'enquête socio-économique implique l'établissement d'informations de base sur une zone donnée et implique souvent l'utilisation d'un échantillon.

On parle d'**enquête par sondage** lorsqu'une sélection représentative des ménages d'une zone donnée participe à une telle énumération à l'aide d'un questionnaire spécifique afin d'obtenir un compte rendu détaillé des conditions étudiées dans cette zone ou cette ville.

### POURQUOI ?

Les informations au niveau des ménages sont essentielles pour garantir l'efficacité et l'équité de la prise de décision, de la fixation des priorités, du suivi et de l'évaluation de l'impact des

interventions d'amélioration au niveau des projets. Dans de nombreux cas, les informations précises pour la planification et la mise en œuvre des projets concernant les conditions de vie et le statut socio-économique des habitants des bidonvilles sont périmées ou totalement absentes. Les recensements participatifs sont importants car :

- Ils génèrent des informations que les résidents et les gouvernements locaux peuvent utiliser pour garantir des interventions bien planifiées ;
- Ils aident les gens à s'organiser autour d'une compréhension commune des problèmes de développement auxquels la communauté est confrontée ;
- Ils fournissent des données de base concernant le bidonville et ses ménages qui peuvent être utilisées pour mesurer les progrès.

De nombreux acteurs ont tout à y gagner. Les professionnels et les gouvernements acquièrent une meilleure compréhension des besoins des résidents et de la gestion des terres. Les résidents locaux sont responsabilisés et apprennent à exprimer leurs besoins. La participation contribue à la transparence et à la confiance, à l'amélioration de la collecte de données et de la légitimité, à l'autonomisation des résidents et à la durabilité des interventions à venir. Pour le développement communautaire, en général, les recensements participatifs sont importants car :

- Ils assurent la transparence et génèrent la confiance entre les autorités locales, les partenaires de mise en œuvre et les communautés ;
- Ils améliorent la collecte des données car les résidents coopèrent et fournissent des informations ;
- Ils offrent une opportunité d'autonomisation de la communauté en favorisant un sentiment d'appropriation du processus de planification, ainsi qu'en renforçant les connaissances des communautés sur les conditions communautaires, améliorant ainsi la capacité de la communauté à mener une action collective efficace.

## QUI ?

---

Un recensement participatif doit être *participatif*, c'est-à-dire qu'il doit impliquer la communauté dans sa conception et sa mise en œuvre. Dans la pratique, la plupart des recensements participatifs sont généralement effectués par des organisations non gouvernementales et des groupes communautaires qui opèrent dans des établissements informels. Ces organisations ont acquis une grande expérience de travail avec la communauté et sont susceptibles d'être considérées comme dignes de confiance par la communauté. Les ONG peuvent contribuer à faciliter le processus tel qu'il est mené par les groupes communautaires.

## COMMENT ?

---

### PROCESSUS :

Pour réussir un processus d'énumération, il faut commencer par bien comprendre certains facteurs contextuels. Ceux-ci comprennent les conditions actuelles et les défis de développement de la communauté, la disponibilité de différentes ressources pour soutenir le



processus, les organisations existantes dans la communauté, les relations de pouvoir entre les résidents, les cadres politiques et juridiques, et aussi l'objectif des recensements participatifs.

Il n'existe pas de méthodologie unique pour réaliser des recensements participatifs, car le processus doit toujours être adapté à la situation locale et aux facteurs externes. Cependant, il existe un ensemble générique d'étapes et d'activités qui sont répétées dans la plupart des recensements participatifs. Elles sont les suivantes :

Préparation	
<input type="checkbox"/> Identifier la raison pour laquelle le recensement a été entrepris	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La raison pour laquelle le recensement est entrepris doit être clairement indiquée.</li> <li>• Le partenaire de mise en œuvre, en consultation avec les membres de la communauté, doit identifier ces raisons, en se basant sur le type d'informations nécessaires et sur les raisons pour lesquelles elles sont nécessaires.</li> </ul>
<input type="checkbox"/> Planifier l'énumération	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Afin de fournir des données précises et fiables, les recensements doivent être systématiques.</li> <li>• Il est donc nécessaire de définir les tâches nécessaires et de répartir les responsabilités entre les groupes et les équipes de travail pour mener à bien chaque tâche.</li> </ul>
<input type="checkbox"/> Organiser et former une équipe de dénombrement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le processus devrait être dirigé par un petit groupe central comprenant le partenaire de mise en œuvre et des membres de la communauté qui formeront et géreront ensuite un plus grand nombre d'agents recenseurs.</li> <li>• Une stratégie utile consiste à former un petit groupe de responsables de recherche sur le terrain, qui forment et supervisent ensuite la collecte de données des enquêteurs.</li> <li>• Le nombre de chefs d'équipe et d'agents recenseurs communautaires dépend de la taille du village et du nombre de ménages à interroger.</li> </ul>
<input type="checkbox"/> Informer et mobiliser la communauté	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il est essentiel pour le succès de la mise en œuvre du recensement que les résidents soient pleinement informés du processus et de sa nécessité.</li> <li>• Il est également important de communiquer le moment où ils auront lieu afin de s'assurer que tous les ménages sont recensés.</li> </ul>
<input type="checkbox"/> Recueillir des informations secondaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les informations secondaires sont constituées de documents de référence, d'autres sources de données, de mas, de photos aériennes, etc. Elles peuvent être utilisées pour guider la collecte de données ou comme base de comparaison (par exemple, pour opposer les chiffres officiels issus d'un recensement à ceux recueillis lors de l'énumération).</li> </ul>
<input type="checkbox"/> Concevoir des instruments et des procédures de dénombrement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cette étape consiste à concevoir le questionnaire en fonction des informations nécessaires.</li> <li>• Une fois conçu, le questionnaire doit être testé au préalable afin de clarifier les questions.</li> <li>• Cette étape doit également développer des procédures d'entretien</li> </ul>
<input type="checkbox"/> Obtenir des matériaux et des équipements	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les matériaux utilisés vont du papier et des crayons aux équipements d'arpentage, aux systèmes de positionnement global (GPS), aux assistants numériques personnels (PDA), aux ordinateurs et aux imprimantes.</li> </ul>
Collecte des données	



- Effectuer l'énumération
  - En fonction de la nature et de l'ampleur du bidonville à recenser, du nombre de ménages et de la nécessité ou non de réaliser une enquête représentative ou une étude de l'ensemble de la population, la

#### Enregistrement et analyse des données

- Entrer les données
  - Les données doivent être saisies du format papier au format numérique à l'aide d'un tableur, tel qu'Excel, ou d'un logiciel d'analyse de données tel que Stata.
- Consolider les données
  - Dans tout processus de collecte de données, des erreurs se produisent. Les répondants peuvent être absents, ne pas disposer des informations correctes, refuser de répondre à certaines questions ou induire délibérément en erreur les enquêteurs. Les enquêteurs peuvent remplir les formulaires de manière incorrecte ou égarer des papiers. Il est nécessaire de vérifier la validité des données, de vérifier si possible les réponses d'autres sources de données et, si possible, de revenir en arrière et de regrouper les éléments manquants. L'exposition publique, la présentation et la discussion des résultats préliminaires sont souvent une étape utile.
- Analyser les données
  - Une fois que l'ensemble de données est raisonnablement exempt d'erreurs, il est nécessaire d'analyser les données. Cette analyse peut prendre plusieurs formes. Elle peut consister à calculer de simples totaux et moyennes. Elle peut inclure la mise en tableau des données pour révéler des relations d'intérêt, comme le statut d'occupation des ménages dirigés par des femmes. Il se peut également que des techniques d'analyse statistique plus sophistiquées soient utilisées pour comprendre la relation entre deux ou plusieurs variables, comme l'analyse économétrique. L'analyse des données peut également inclure une discussion publique afin d'évaluer les implications des résultats.

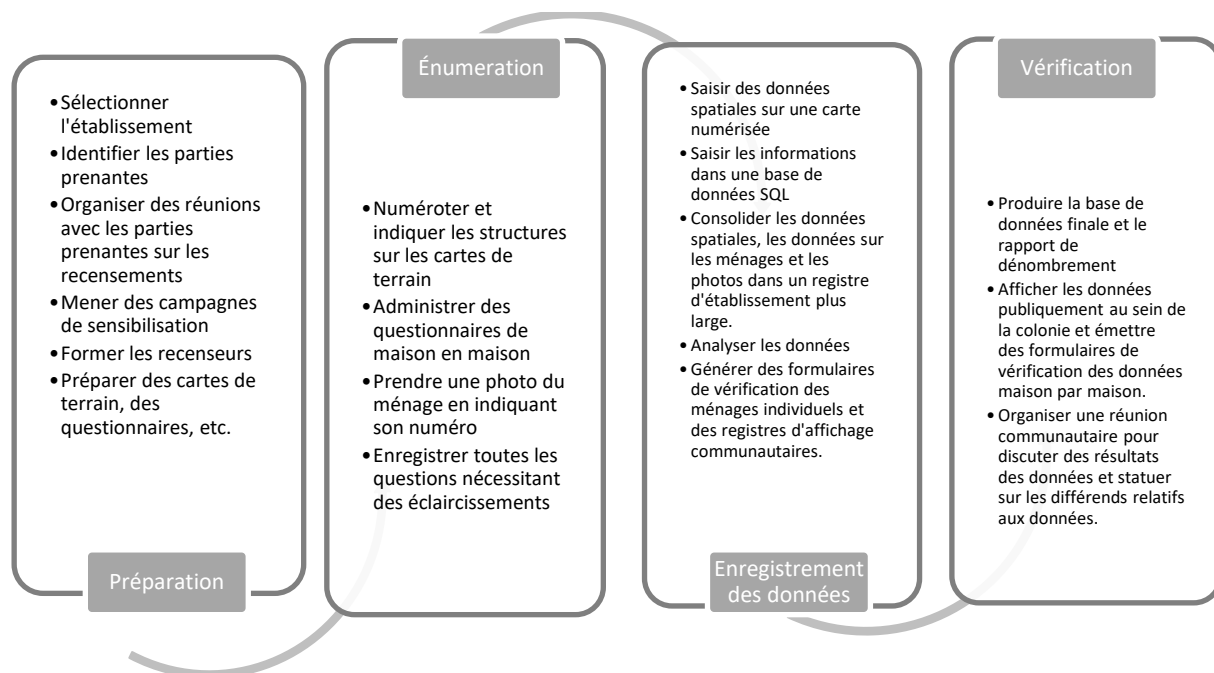
#### Validation

- Validation
  - Les informations sont "renvoyées" à la communauté pour examen, ce qui permet à la communauté de savoir qui a été recensé dans son village. Faire participer les comités de résidents et les membres de la communauté.

#### Reporting

- Reporting
  - Le rapport consiste à convertir l'analyse en un rapport utilisable. Cela comprendra probablement une analyse écrite et des tableaux statistiques, ainsi qu'une cartographie. Les recensements participatifs ont généralement deux publics - les résidents eux-mêmes et le gouvernement local - il peut donc être nécessaire de préparer les informations dans des formats différents pour convenir à chaque public.
- Utilisation de l'information
  - Les données et l'analyse acquises par le dénombrement et les rapports doivent être utilisées comme un outil pour la planification participative des établissements. Les informations statistiques aideront les techniciens et les communautés à définir des interventions réalisables et à évaluer les compromis entre les différentes interventions.

**Figure 1:** Représentation schématique des étapes possibles d'un recensement participatif des bidonvilles. Adopté de Pamoja Trust



## QUELLES DONNÉES COLLECTER

Le type d'informations ou de données statistiques recueillies lors des recensements dépend largement de l'objectif du recensement et des ressources disponibles pour cette tâche. Cependant, il y a quelques questions directrices à prendre en compte pour décider des données à collecter :

- Avez-vous besoin d'informations exactes sur la population ou un échantillon et une extrapolation à partir de celui-ci sont-ils suffisants ?
- Quelles unités d'analyse sont nécessaires - des données pour les ménages, pour les individus ou pour les parcelles de terrain ?
- Quel degré de référence spatiale est nécessaire - des limites pour chaque parcelle, une adresse, un point sur une carte ou peut-être pas de référence spatiale ?
- Quelles variables avez-vous besoin de connaître pour votre objectif spécifique avec l'énumération participative ?

Les catégories générales d'informations qu'il est bon de couvrir sont : les informations de base sur le ménage (y compris le statut d'occupation), les informations physiques, les informations sociales, les informations économiques, l'affiliation organisationnelle et les perceptions ou positions sur les questions communautaires.

Cela dépend également du fait qu'un recensement récent ait été effectué et, compte tenu des conditions d'installation, du fait que les données soient toujours pertinentes au moment de l'intervention. Le tableau ci-dessous présente quelques types de données utiles qui sont généralement recherchées lors de la mise en œuvre des recensements au niveau des ménages.

**Tableau 2:** données au niveau des ménages

<b>Profil de base du ménage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Nombre de membres de la famille</li> <li>▪ Âge des membres du ménage</li> <li>▪ Sexe des membres du ménage</li> <li>▪ Niveaux d'éducation des enfants en âge scolaire</li> <li>▪ État civil des chefs de ménage</li> <li>▪ Durée de résidence dans la communauté</li> <li>▪ Statut d'occupation (propriétaires, locataires, colataires, etc.)</li> <li>▪ Type de structure (béton, semi-béton, bois, autres matériaux légers)</li> </ul>
<b>Profil physique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Taille de la parcelle</li> <li>▪ Localisation de la parcelle</li> <li>▪ Taille du logement</li> <li>▪ Nombre de pièces</li> <li>▪ Qualité et matériaux de construction des logements</li> <li>▪ Nombre de personnes dans la maison</li> <li>▪ Connexion aux services et infrastructures (eau et assainissement, électricité, etc.)</li> </ul>
<b>Profil social</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Province d'origine des ménages</li> <li>▪ Ethnicité</li> <li>▪ Affiliation religieuse</li> <li>▪ Parents dans la communauté</li> <li>▪ Accès aux services de base ou sources de ces services</li> </ul>
<b>Profil économique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Profession, emploi</li> <li>▪ Type de travail (régulier, contractuel, saisonnier, etc.)</li> <li>▪ Principale source de revenus</li> <li>▪ Autres sources de revenus</li> <li>▪ Montant du revenu mensuel</li> <li>▪ Principales dépenses du ménage (en pourcentage du revenu mensuel)</li> <li>▪ Accès aux sources de crédit/facilité de prêt ou institutions (gouvernementales et privées)</li> </ul>
<b>Affiliation organisationnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Adhésion à une organisation communautaire</li> <li>▪ Position dans l'organisation</li> <li>▪ Durée de l'adhésion à l'organisation</li> </ul>
<b>Perceptions ou positions sur les questions communautaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Connaissance/compréhension des problèmes affectant la communauté</li> <li>▪ Opinions sur les questions touchant la communauté</li> <li>▪ Position(s) sur le(s) problème(s) affectant la communauté</li> <li>▪ Recommandations pour répondre aux problèmes de la communauté</li> </ul>

*Source : Adaptation de l'article original de Feloma Duka, Commission DAMPA/Huairou dans UN-Habitat (2010) Count me in : L'arpentage pour la sécurité foncière et la gestion des terres*

**Étude de cas :**

En 2006, la Banque mondiale a réalisé une enquête par sondage sur les bidonvilles de Nairobi, au Kenya. Au total, 1755 ménages dans 88 zones différentes ont participé à l'enquête. Les 88 zones de bidonvilles ont été sélectionnées de manière aléatoire. Dans chacune de ces zones, une liste complète de tous les ménages a été mise à jour, puis les ménages de l'échantillon ont été choisis au hasard à partir de ces listes. Cet échantillonnage des ménages a été effectué pour s'assurer que les résultats seraient représentatifs des conditions dans l'ensemble des bidonvilles de la



ville. Un "recenseur" formé s'est rendu dans chacun des ménages choisis pour parler au chef de ménage ou à son conjoint. L'enquêteur a apporté un questionnaire détaillé. Pour structurer les données, le questionnaire a été divisé en huit modules :

**DEMOGRAPHIE ET COMPOSITION DU MÉNAGE :** Les questions de ce module visent à fournir des informations sur la taille, la composition et le niveau d'éducation du ménage. Elles permettent également de connaître les schémas de migration et la durée du séjour dans la structure/maison.

**PROFIL ÉCONOMIQUE :** Les questions visent à identifier le statut de revenu de pauvreté des ménages. Des questions sur les biens et actifs financiers sont incluses afin de permettre l'estimation de la distribution de la richesse sans avoir recours aux données sur les dépenses et les revenus.

**LES SERVICES D'INFRASTRUCTURE :** Ces questions visent à fournir des informations détaillées sur l'accès aux services d'infrastructure tels que l'eau, l'assainissement, l'élimination des déchets, l'électricité, les routes et l'éclairage. Elles fournissent des informations sur la qualité de ces services, la manière dont les services et leur entretien sont organisés.

**SANTÉ, PARTICIPATION CIVILE ET CRIME :** Les questions de ce module portent sur la situation de santé de l'enquêteur afin d'essayer d'identifier le besoin de soins de santé. On y trouve également des questions sur l'accès aux soins de santé, l'accès à la scolarité et la sécurité perçue dans le quartier.

**LA SÉCURITÉ DE LA TERRE ET DE LA TENURE :** Ce module vise à obtenir des informations sur la perception des locataires et des propriétaires sur la sécurité d'occupation en référence aux différentes formes de droits de propriété qu'ils possèdent. En outre, le module fournira des indications sur la mesure dans laquelle la mise à niveau entraîne une augmentation des loyers et le déplacement des résidents les plus pauvres, comme indiqué dans la littérature.

**LES ENTREPRISES DES MÉNAGES :** Ces questions visent à identifier l'étendue et le type d'activité économique au sein de la zone. Il s'agit principalement de l'emploi des membres du ménage et d'autres personnes, ainsi que d'informations sur les types d'entreprises et sur le lieu de vente des produits à l'intérieur ou à l'extérieur du village.

**ÉVALUATION DES BÉNÉFICIAIRES DU PROJET :** L'objectif de ce module est d'obtenir des informations pour savoir si l'établissement a été modernisé, si les résidents en sont conscients et quel est l'impact de cette modernisation.

**PROFIL DE L'HABITATION ET DE L'ÉTABLISSEMENT :** Les questions de ce module visent à identifier le type et la qualité des logements. Il fournit des informations sur les matériaux couramment utilisés et l'état actuel des structures dans le bidonville.

---

### **Autres références :**

- Karanja Irene, 2010. "Un recensement et une cartographie des établissements informels de Kisumu, au Kenya, réalisés par leurs habitants". Institut international pour l'environnement et le développement (IIED). 217 Vol 22(1) : Pages 217-239.
- Patel, Sheela (2004), "Tools and methods for empowerment developed by slum and pavement dwellers' federations in India", Participatory Learning and Action, 50, IIED, Londres, pages 117-130.
- Imparato, Ivo, 2003. Amélioration des bidonvilles et participation : les leçons de l'Amérique latine. Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, Washington, DC.
- *"Count me in - Surveying for tenure security and urban land management" par ONU HABITAT, Global Land Tool Network. (2010)*
- *"Kenya. Inside Informality : Poverty, Jobs, Housing and Services in Nairobi's Slums" BY World Bank, 2006.*

